

## Le SICTAME vous informe

# Quand la Direction ne respecte même plus ses écrits !

Depuis plusieurs mois, des discussions ont lieu avec la Direction sur la Complémentaire Santé (ou Mutuelle). A ce jour, le seul point d'accord entre Syndicats et Direction est que le système doit être obligatoire, ce qui en permet la défiscalisation. En revanche, **la Direction veut supprimer les solidarités auxquelles nous tenons**, à savoir solidarité familiale (cotisation identique, quelle que soit la composition de la famille), solidarité intergénérationnelle (cotisation identique pour actifs et retraités), solidarité intercatégorielle (cotisation fonction en tout ou partie des salaires ou revenus).

Les discussions ont pour l'instant porté sur la définition d'une grille des prestations à couvrir, et la Direction a engagé un appel d'offres avant même d'avoir valablement négocié, essayant, comme à son habitude, le fait accompli ou le passage en force. Heureusement, jusqu'à présent aucun syndicat ne s'est prêté à ces manœuvres.

Le SICTAME, la CGT et FO se sont retrouvés ensemble (comme souvent) à la pointe du combat. Ils vous ont informés en AG du personnel, ils ont appelé à des mouvements et pétitions, associant actifs et retraités. Vous avez été très nombreux à nous soutenir sur ces questions fondamentales des solidarités. **Pour la réunion du 10 juillet, le mouvement s'est élargi à l'Aval et à d'autres syndicats.** Il n'est pas certain, pour autant, que la Direction soit prête à des avancées. En effet, un courrier qu'elle a envoyé le 23 juillet ne laisse guère entrevoir d'ouverture sur la question fondamentale des 3 solidarités si ce n'est peut-être sur le caractère non forfaitaire de la cotisation.

Le SICTAME est, semble-t-il, un syndicat qui gêne, surtout parce qu'il dit haut et fort ce que beaucoup pensent et qu'il n'est pas complaisant. En fait, il joue bien son rôle de syndicat, qui n'est pas tout à fait conforme à ce qu'en attend la Direction. **Après avoir tenté d'éliminer le SICTAME de la scène syndicale** (en décembre dernier et on sait avec quel succès), **la Direction s'emploie, à présent, à traiter le SICTAME différemment des autres syndicats et à l'isoler**, aidée parfois en cela par certains syndicats, au premier rang desquels la CFDT.

C'est ainsi que, sur cette question de la Complémentaire Santé, en juin dernier, le DRH Groupe constatant que rien n'avance, consulte successivement chaque syndicat partie aux négociations, sauf le SICTAME, qu'il ignore d'ailleurs superbement depuis février 2002 (bel exemple de dialogue social).

**Pour la réunion du 10 juillet, la Direction avait annoncé sa volonté de restreindre la délégation du SICTAME à 3 membres contre 6 pour les autres syndicats**, mais, en dépit de nos multiples interrogations, n'a fourni aucun des textes législatifs ou conventionnels qui l'autoriseraient à discriminer ainsi le SICTAME. En réunion, le 10 juillet, la Direction demande au SICTAME de réduire sa délégation et en appelle aux autres syndicats. **La CFDT vole au secours de la Direction et lit une déclaration déjà préparée**, qui sera reprise sous forme de tract dès le lendemain. Dans cette déclaration, la CFDT affirme : *« Aujourd'hui, ce Syndicat autonome remet en cause l'article 6 de l'accord Droit Syndical UES Amont en voulant imposer une délégation identique, en nombre, aux délégations des Organisations Syndicales Représentatives au niveau national et du Groupe »*. **Voilà bien une perle de désinformation.**

**C'est en fait la Direction et la CFDT qui remettent en cause ce texte 'Droit syndical' qu'ils ont tous deux signé** (mais dont l'applicabilité est sujette à caution) **et son article 6 qui dit explicitement** : *« Pour les négociations au sein de chaque UES, les délégations seront de quatre par organisation syndicale pour les réunions plénières et six pour les réunions préparatoires. Pour les négociations qui dépassent le cadre de l'UES, les délégations seront de six en réunion plénière et dix en réunion préparatoire »*.

Si pour un texte aussi simple, écrit en bon français, certains sont incapables d'en comprendre le sens, on peut s'inquiéter légitimement de la portée de leurs signatures sur des textes plus complexes, ou bien n'être qu'aterrés par l'ampleur de la mauvaise foi mise ainsi en évidence.

**Ce 10 juillet, devant le refus du SICTAME de se plier à ses exigences, la Direction a quitté la salle, mettant fin ainsi à la réunion et confirmant l'attitude discriminatoire qu'elle a envers le SICTAME.** Le DRHC interprète les textes selon son bon vouloir pour écarter ou affaiblir la représentation d'un interlocuteur qui dérange : le SICTAME ! Que penser maintenant du soutien de certains syndicats à la position de la Direction ? Craindraient-ils, eux aussi, un syndicat un peu trop indépendant, qui les contraindrait, d'une certaine façon, à mieux jouer leur rôle de syndicalistes ou, à défaut, de perdre leur électorat ? A vous de juger. Mais heureusement, il y a encore des syndicalistes et des syndicats qui nous approuvent dans notre refus de tout diktat de la Direction et dans notre volonté d'être considérés et respectés pour ce que nous sommes : un syndicat à part entière. **Espérons que la Direction ait mis à profit la période estivale pour réfléchir et revoir sa position, permettant ainsi la reprise des discussions dans un climat apaisé.**

**Lettre adressée au DRHC Jean-Jacques Guilbaud, suite à la réunion du 10 juillet sur la Complémentaire Santé**

Paris La Défense, le 15 juillet 2003

N.Réf : 03-84

Objet –Négociation complémentaire santé

**Recommandée avec AR**

Monsieur le Directeur,

Ce jeudi 10 juillet, vous avez refusé de négocier la Complémentaire Santé, au prétexte que la délégation SICTAME comportait 5 personnes. Vous entendiez restreindre notre délégation à 3 personnes, contre 6 pour les autres syndicats, sans pour autant produire les textes législatifs et/ou conventionnels qui vous autoriseraient à pratiquer une telle discrimination de traitement à l'égard du SICTAME.

Bien au contraire, vous vous êtes employé à dresser les autres syndicats contre le SICTAME. Vous en avez rallié certains, l'un d'eux allant même jusqu'à lire une déclaration déjà préparée, ce qui nous amène à nous interroger sur le caractère concerté et préparé de ce front de la discrimination que vous avez tenté de lever.

Rappelons que, depuis des mois, vous ne cessez de nous opposer le texte 'Droit syndical' du 29 mars 2002, notamment pour le substituer au protocole 'Droit syndical d'Elf EP'. Or, vous appliquez à tous, sauf au SICTAME, l'article 6 de ce texte 'Droit syndical' du 29 mars, qui dit clairement :

*« Pour les négociations au sein de chaque UES, les délégations seront de quatre par organisation syndicale pour les réunions plénières et six pour les réunions préparatoires.*

*Pour les négociations qui dépassent le cadre de l'UES, les délégations seront de six en réunion plénière et dix en réunion préparatoire. »*

La négociation complémentaire santé couvre les sociétés UES Amont (Total SA et Elf EP), GSO, Total EP France, et UES Aval. Le SICTAME est reconnu représentatif chez l'UES Amont, GSO et Total EP France. Dans ces conditions, comment expliquer que vous vouliez restreindre notre délégation à 3, alors que, au niveau de l'UES Amont, elle est déjà de 4 et que, au delà de l'UES Amont, cas présent, elle doit être de 6.

Vous comprendrez que le SICTAME ne peut plus tolérer une quelconque discrimination à son encontre, comme cela vous a déjà été rappelé dans son courrier du 18 juin dernier (réf 3-75)

Vous avez fixé une prochaine réunion de négociation Complémentaire Santé au 5 septembre 2003. Nous espérons que, d'ici là, le bon sens l'aura emporté et qu'aura cessé toute discrimination à notre égard.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de nos salutations distinguées.

Signé : Le Président du SICTAME, Jean-Claude Brégail

N'oubliez pas que le personnel a les syndicats qu'il mérite ; la Direction aussi.

Il ne dépend que de vous d'avoir de bons syndicats. Que vous soyez de l'Amont ou de l'Aval, rejoignez ceux d'entre eux qui vous semblent bien œuvrer et mériter d'être soutenus !

**Aidez-nous à défendre dans l'entreprise un syndicalisme citoyen et responsable : Adhérez au SICTAME !**

Pour en savoir plus, ou pour nous rejoindre ou nous soutenir, retournez le bulletin ci-dessous au SICTAME  
(au choix : Bureau 4E41 Tour Coupole à La Défense, Bureau F16 CSTJF à Pau, ou local SICTAME à Lacq)

Ou téléphonez au 05.59.83.57.89 à Pau, au 01.47.44.49.25 à Paris ou au 05.59.92.28.47 à Lacq

NOM..... Prénom.....

SOCIETE LIEU DE TRAVAIL : TEL :

Souhaite rencontrer un responsable du SICTAME (ou/et) Souhaite adhérer au SICTAME

Souhaite recevoir gracieusement les derniers « Cahiers du SICTAME » (publication que reçoivent les adhérents)